



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés temporaires installés sur les berges du Lez à Montpellier dans le secteur Antigone / Richter - Dossier d'Autorisation Environnementale - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 25 ans, la Ville de Montpellier accueille le Festival International des Sports Extrêmes (FISE). En 2022, cette manifestation a accueilli plus de 600 000 personnes et participe largement à l'attractivité de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Depuis plusieurs années, elle s'installe sur les berges du Lez, au droit de l'Hôtel de Région, au sein des quartiers Richter et Antigone.

Dans le cadre de cette manifestation, des équipements sportifs temporaires sont mis en place sur les berges et dans le lit mineur du Lez. Ces équipements sont de nature à générer des impacts sur le milieu aquatique et sur l'écoulement du Lez en cas de crue. Après concertation avec les services de l'Etat, il s'avère dorénavant que ces équipements sportifs temporaires doivent être soumis à Autorisation Environnementale au titre de l'article L.214-1 du Code de l'environnement. Une partie des équipements étant installée dans le lit du Lez, il est nécessaire d'analyser leur vulnérabilité à une crue et les impacts qu'ils sont susceptibles de générer. Si la plupart des équipements sportifs et aménagements associés peuvent être retirés en quelques heures en cas d'annonce de crue, quelques structures ne peuvent pas être démontées dans de tels délais avant l'arrivée d'une crue.

Dans le cadre sa compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser en 2022 une nouvelle étude hydraulique sur le Lez, avec les outils de modélisation les plus performants, pour préciser le fonctionnement hydraulique, les niveaux d'eau atteints au droit des berges du Lez et analyser l'impact des structures sportives du FISE sur les écoulements et les hauteurs d'eau pour différentes occurrences de crue. Elle a également permis d'analyser l'impact d'un scénario d'emportement des structures qui se bloqueraient au droit du Pont Zuccarelli en aval du site. Tous ces scénarios conduisent à la conclusion que la mise en place des structures du FISE sur les berges ne génère pas de débordement, ni d'augmentation de la zone inondable actuelle du Lez. Les impacts restent limités au droit du lit aménagé et ne touchent aucun enjeu à proximité.

Pour autoriser et pérenniser dans le temps l'installation de structures provisoires sur les berges du Lez, la Métropole doit réaliser le dossier d'autorisation environnementale puis porter cette autorisation quand elle sera délivrée par le Préfet.

Ainsi, au titre de sa compétence GEMAPI, c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui autorisera l'installation des équipements temporaires sportifs ou autres sur les berges du Lez à Antigone. Elle veillera ainsi chaque année, au respect de l'ensemble des dispositions d'installation des équipements pour garantir qu'il n'y ait pas d'impact préjudiciable sur le risque de débordement du Lez dans la traversée de Montpellier, ni sur la préservation du milieu aquatique.

Les installations relèvent de la rubrique 44 de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement : « *Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés* ». A ce titre, les installations sont soumis à examen cas par cas et potentiellement à évaluation environnementale.

Le Dossier d'autorisation environnementale vise la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature Loi sur l'Eau « *Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues* » et est soumis à autorisation en application des articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'environnement.

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du Code de l'environnement.

Les dossiers réglementaires sont établis conformément au Code de l'environnement et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier d'étude d'impact ;
- Le dossier d'autorisation environnementale.

Le contenu du dossier de demande est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-9 du Code de l'environnement et comprend notamment :

- La dénomination du pétitionnaire et le plan de situation ;
- Une description de la nature et du volume des installations ;
- Une notice d'incidence hydraulique ;
- Lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, et dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ;
- Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier ;
- Une note de présentation non technique.

Il convient d'approuver le dossier réglementaire, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre l'obtention des autorisations requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les dossiers d'étude d'impact et de demande d'autorisation environnementale des Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés temporaires installés sur les berges du Lez à Montpellier dans le secteur Antigone/Richter ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation correspondant ;
- De requérir le prononcé de l'arrêté correspondant ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-224284-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.